

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 8 au 15 mai 2026

English summary

Southern Africa

- France announced a EUR 25bn Africa investment plan, shifting its strategy from traditional aid toward private-sector-led investments and infrastructure financing.

South Africa

- Manufacturing output posted a marginal recovery in March, driven by food, chemicals, and machinery, but quarterly figures still show contraction, signalling weak momentum in early 2026 growth.
- Mining activity increased, supported by strong performance in platinum group metals, gold, and manganese, although coal continued to decline.
- The labour market deteriorated sharply in Q1 2026, with 345,000 jobs lost and unemployment rising to 32.7%, reflecting broad-based weakness across construction, services, and transport, despite limited gains in mining and manufacturing. Overall growth prospects remain subdued, with structural constraints and weak demand continuing to weigh on employment and output.

Angola

- The central bank cut policy rates despite IMF warnings, supported by rapid disinflation and stronger external conditions linked to higher oil prices. However, rising liquidity and strong money supply growth raise risks of renewed inflationary pressures and currency volatility.

- Angola launched a USD 1bn drought resilience programme to improve water access in the south, targeting irrigation, livestock, and rural infrastructure, with long-term social and agricultural objectives.
- Angola is increasingly positioning itself as a regional investment and infrastructure hub, advancing transport, industrial, and mobility partnerships with global firms, although financing constraints remain significant.
- The IMF continues to urge fiscal discipline and debt reduction, warning that oil volatility and structural vulnerabilities limit policy space despite short-term revenue gains.
- Fitch maintained Angola at B- (stable outlook), highlighting gradual macroeconomic stabilisation but persistent risks linked to oil dependence, governance weaknesses, and political cycles ahead of 2027 elections.
- The government is strengthening debt governance and transparency, including legal advisory support for debt management and new legislation on beneficial ownership disclosure.
- TotalEnergies secured a long-term extension of offshore production to 2043, reinforcing Angola's role as a key upstream oil hub while stabilising future output.

Botswana

- Inflation surged sharply to 10.3% in April, far above the central bank target range, driven mainly by transport costs linked to fuel price increases and public transport fare adjustments. Core inflation also rose significantly, signalling broadening underlying price pressures beyond energy, increasing the likelihood of further monetary tightening.

Mozambique

- A UK court ruled that Prinvest must pay USD 1.9bn in damages to Mozambique over the hidden debt scandal, confirming corruption-linked financing arrangements involving sovereign guarantees.
- The ruling strengthens Mozambique's position in recovering losses, though broader fiscal and reputational impacts of the scandal remain significant.

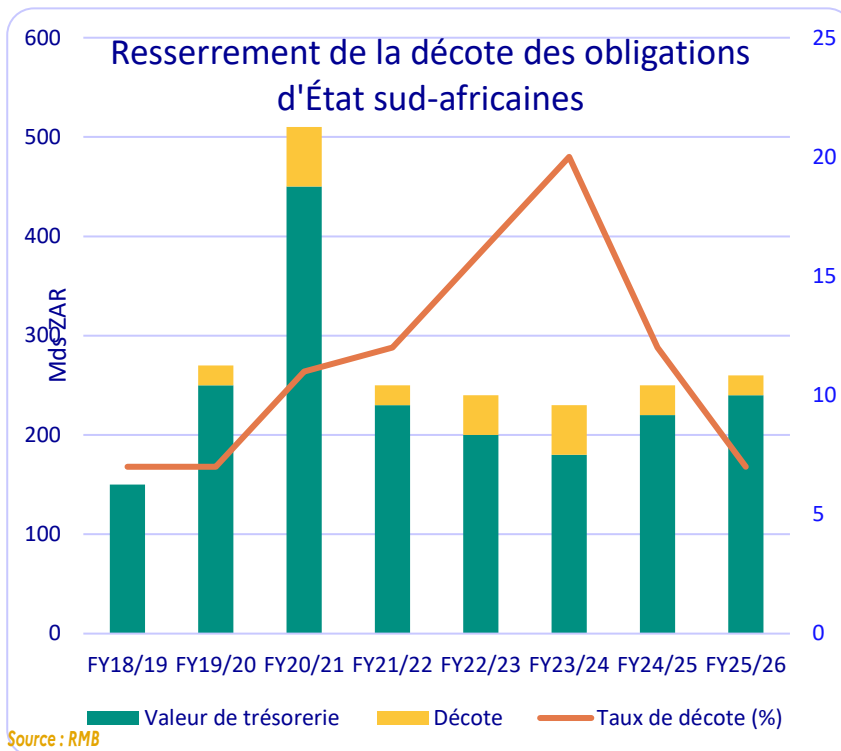
Namibia

- Inflation rose to 3.1% y/y in April, above expectations, driven by housing, transport, and food prices, with monthly pressures also accelerating.

Zambia

- The central bank cut its policy rate to 13.25%, reflecting sustained disinflation and improved macroeconomic stability, with inflation now within the 6–8% target band.

A LA UNE – Afrique du Sud : La soutenabilité de la baisse des émissions obligataires



Le Trésor sud-africain a réduit l'offre de dette souveraine nominale de 450 M ZAR par semaine dans le budget pour l'exercice 2026/27, après une première baisse de 750 M ZAR annoncée lors du budget de mi-parcours pour l'exercice 2025/26. Cette réduction a initialement soutenu les obligations d'État, avant un retournement rapide des marchés sous l'effet du choc pétrolier, des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et d'un regain d'aversion au risque global. Elle souligne que les dynamiques d'offre, bien qu'importantes, restent insuffisantes pour isoler les rendements souverains des conditions financières

internationales.

La baisse des émissions reflète une amélioration du profil de financement à court terme, avec un besoin de financement brut en recul à 380 Mds ZAR en 2026/27 contre 565 Mds ZAR en 2025/26, soutenu par un prélèvement de 56 Mds ZAR sur le GFECRA et la fin du programme de reprise de dette d'Escom. Malgré cela, des tensions persistent entre émissions actuelles, besoins futurs et structure de financement, dans un contexte de volumes de remboursements élevés à venir.

Dans ce cadre, la forte amélioration des conditions de marché en 2025/26 a également soutenu le financement via la réduction du discount à l'émission, soit l'écart entre la valeur faciale des obligations et le prix payé par les investisseurs. Le discount moyen sur les obligations d'Etat (SAGBs) est ainsi passé d'environ 20 % en FY23/24 à 7 % en FY25/26, traduisant une nette amélioration des conditions de pricing.

Les perspectives de financement dépendront principalement de la trajectoire du déficit, de la crédibilité de la consolidation budgétaire et des arbitrages de gestion de dette. Les scénarios suggèrent qu'une combinaison de mesures pourrait réduire un déficit de financement estimé à 223 Mds ZAR d'ici l'exercice budgétaire 2028/29.

À plus long terme, l'enjeu central réside dans la montée des échéances domestiques, estimées à 1 070 Mds ZAR entre FY29/30 et FY31/32, susceptibles de raviver les pressions de financement. Dans ce contexte, la soutenabilité de la trajectoire dépendra d'un effort de consolidation plus rapide ou d'un recours accru aux instruments alternatifs, afin de maintenir une offre hebdomadaire d'environ 2,55 Mds ZAR de SAGBs sur le long terme.

Sommaire :

Afrique australe

- La France lance un plan d'investissement de 25 Md EUR pour renforcer sa stratégie africaine (Africa Forward)

Afrique du Sud

- Hausse des productions minière et manufacturière en mars 2026 (StatsSA)
- L'économie a détruit près de 345 000 emplois au T1 2026 (StatsSA)

Angola

- La Banque Nationale d'Angola desserre sa politique monétaire malgré les mises en garde du FMI
- L'Angola débloque 1 Md USD pour lutter contre la sécheresse dans le sud du pays
- Africa Forward : Emmanuel Macron met en avant le patron du groupe Carrinho
- Le FMI presse l'Angola de privilégier le désendettement plutôt que la dépense publique
- Fitch maintient l'Angola en catégorie spéculative mais salue une amélioration progressive des fondamentaux
- Luanda débloque 7,9 M USD pour renforcer la gestion juridique de sa dette publique
- L'Angola veut lever le voile sur les véritables propriétaires des entreprises
- L'Angola accélère sa diplomatie industrielle dans les transports
- TotalEnergies sécurise sa présence offshore en Angola jusqu'en 2043

Botswana

- Une forte accélération de l'inflation en avril 2026 (Statistics Botswana)

Mozambique

- Affaire des dettes cachées : verdict définitif condamne Privinvest à verser 1,9 Md USD à l'État mozambicain

Namibie

- L'inflation atteint 3,1% sur un an en avril (NamStats)

Zambie

- La Banque centrale de Zambie abaisse son taux directeur à 13,25%, dans un contexte de désinflation et d'amélioration des conditions macroéconomiques (Bank of Zambia)

Afrique australe

La France lance un plan d'investissement de 25 Md EUR pour renforcer sa stratégie africaine (*Africa Forward*)

Le président Emmanuel Macron a annoncé un plan d'investissement de 25 Md EUR (27 Md USD) à l'occasion du sommet *Africa Forward*, visant à repositionner l'engagement français sur le continent. Cette nouvelle orientation marque un glissement de l'aide publique traditionnelle vers un modèle davantage porté par les investissements du secteur privé, avec l'objectif de soutenir des projets économiques et d'infrastructures à plus fort effet de levier.

Cette stratégie s'inscrit dans un contexte de recul de l'influence française dans plusieurs pays historiquement francophones, et de volonté de diversification des partenariats, notamment vers l'Afrique anglophone. L'initiative vise en particulier à renforcer les liens avec l'Afrique de l'Est, où la France cherche à accroître sa présence économique et diplomatique.

Le Kenya apparaît comme un partenaire central de cette recomposition. Le président William Ruto a profité de l'événement pour plaider en faveur d'une réforme en profondeur de l'architecture financière internationale, estimant que les économies africaines faisaient face à des coûts d'emprunt structurellement plus élevés et à un accès limité aux financements concessionnels, malgré des besoins d'investissements croissants.

Afrique du Sud

Hausse des productions minière et manufacturière en mars 2026 (*StatsSA*)

Selon l'Agence nationale de statistiques (*StatsSA*), la production manufacturière a augmenté de 0,9 % en mars 2026 par rapport à mars 2025. Les principales contributions positives proviennent des postes « aliments et boissons » (+3,5 %, soit une contribution de +0,9 point à la hausse totale), « produits pétroliers, chimiques, caoutchouc et plastiques » (+1,8 %, soit +0,4 point), et « machines électriques » (+11,9 %, soit +0,3 point). À l'inverse, le poste « bois et produits dérivés, papier, édition et imprimerie » (-8,6 %, soit -0,8 point de pourcentage) a pesé sur la dynamique globale de la production manufacturière.

Malgré ce rebond en mars, les volumes manufacturiers restent en contraction sur le trimestre. La production manufacturière a ainsi reculé de 1,0 % entre le quatrième trimestre 2025 et le premier trimestre 2026, suggérant que le secteur pourrait peser négativement sur la croissance du PIB au T1 2026. Les économistes soulignent que ces chiffres ne reflètent pas encore pleinement l'impact des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées aux tensions au Moyen-Orient.

La production minière a, de son côté, augmenté de 2,5 % sur un an en mars 2026, portée principalement par les métaux du groupe platine (PGMs) (+10,5 %, soit une contribution de +2,6 points à la hausse totale), l'or (+17,1 %, soit +1,6 point) et le minerai de manganèse (+14,4 %, soit +1,1 point). À l'inverse, la production de charbon continue à diminuer (-9,6 % sur un an, soit une contribution de -2,5 points). Sur une base trimestrielle, la production minière a également progressé (+0,6 % entre le quatrième trimestre 2025 et le premier trimestre 2026), apportant une

contribution positive à la croissance du PIB sur le trimestre.

L'économie a détruit près de 345 000 emplois au T1 2026 (StatsSA)

D'après la dernière publication de l'enquête *Quarterly Labour Force Survey* (QLFS) de *Statistics South Africa*, le marché du travail sud-africain s'est nettement détérioré au premier trimestre 2026. L'économie a perdu 345 000 emplois, portant le nombre total de personnes employées à 16,8 millions, tandis que le nombre de chômeurs a augmenté de 301 000. Ces évolutions se traduisent par une hausse du taux de chômage officiel de 1,3 point de pourcentage, à 32,7 % (contre 31,4% au trimestre précédent). Par secteur, les pertes d'emplois les plus importantes ont été enregistrées dans les services communautaires et sociaux (-206 000), la construction (-110 000), le transport (-30 000) et le travail domestique (-28 000), tandis que des créations d'emplois ont été observées dans le secteur manufacturier (+38 000), les mines (+32 000) et l'agriculture (+10 000). Les indicateurs élargis du marché du travail confirment cette dégradation : le taux combiné chômage et sous-emploi atteint 35,9 % (+1,6 point) et l'indicateur global de sous-utilisation du travail s'établit à 46,3 % au T1 2026, soulignant l'ampleur des tensions persistantes sur le marché du travail sud-africain. Les perspectives restent contraintes par une prévision de croissance du PIB modérée à 1,1 % pour 2026 ainsi que par des coûts d'intrants élevés liés aux tensions persistantes au Moyen-Orient, bien que les réformes structurelles apportent un soutien à moyen terme.

Angola

La Banque Nationale d'Angola desserre sa politique monétaire malgré les mises en garde du FMI

[À rebours des recommandations formulées la semaine dernière par le Fonds monétaire](#)

international, le Comité de politique monétaire (CPM) de la BNA a décidé de réduire ses trois principaux taux directeurs de 50 points de base, ramenant notamment le taux BNA à 17 %. La banque centrale justifie cette décision par la poursuite rapide de la désinflation (11,58 % en avril contre 12,42 % en mars), l'amélioration de la position extérieure grâce à la hausse des cours du pétrole et l'absence, selon elle, de pressions inflationnistes préoccupantes à court terme.

Cette décision intervient pourtant dans un contexte de forte expansion monétaire : la liquidité bancaire a bondi de 60,9 % en avril et la masse monétaire (agrégat M2) progresse désormais de 28,6 % en glissement annuel, sous l'effet notamment du règlement d'arriérés par le Trésor. La BNA semble ainsi considérer que le choc pétrolier actuel offre une marge de manœuvre suffisante pour soutenir le crédit et l'activité, au risque toutefois de relâcher prématurément la discipline monétaire alors même que les vulnérabilités structurelles de l'économie angolaise demeurent largement inchangées.

À court terme, cette inflexion monétaire n'est toutefois pas sans risques. La forte progression récente de la liquidité bancaire et de la masse monétaire pourrait raviver des pressions inflationnistes, notamment sur les biens importés et alimentaires, tout en alimentant une reprise des importations dans une économie encore structurellement dépendante de l'extérieur. Un assouplissement monétaire prématuré pourrait également accroître les pressions sur le kwanza si les marchés venaient à douter de la capacité des autorités à maintenir durablement la stabilité macroéconomique. Enfin, cette baisse des taux envoie un signal ambigu aux investisseurs quelques jours seulement après les appels du Fonds à maintenir une politique monétaire restrictive et prudente. Le pari de la BNA semble ainsi reposer sur

l'hypothèse d'un maintien durable des cours du pétrole à des niveaux élevés, au risque d'exposer de nouveau l'économie angolaise à un retournement rapide des équilibres macroéconomiques en cas de correction des marchés énergétiques.

L'Angola débloque 1 Md USD pour lutter contre la sécheresse dans le sud du pays

L'Angola a lancé un programme de plus d'un milliard de dollars destiné à renforcer durablement l'accès à l'eau dans les provinces du sud, régulièrement frappées par la sécheresse. La filiale angolaise du groupe brésilien Odebrecht a notamment obtenu plusieurs lots comprenant la construction du barrage de N'Ompombo et de systèmes d'approvisionnement en eau dans la province de Huíla.

Le programme PCESSA, prévu jusqu'en 2030, doit bénéficier à environ 1,5 million de personnes, soutenir l'élevage et permettre l'irrigation de terres agricoles. Les autorités présentent ce chantier comme une réponse structurelle à l'un des principaux défis climatiques et sociaux du sud angolais.

Africa Forward : Emmanuel Macron met en avant le patron du groupe Carrinho

À l'occasion du sommet *Africa Forward* à Nairobi, le Président de la République a personnellement invité Nelson Carrinho, directeur exécutif du Grupo Carrinho, à intervenir sur les enjeux de sécurité alimentaire et de développement agricole. Cette mise en avant illustre l'intérêt croissant de la France pour l'Angola dans sa stratégie de diversification de ses partenariats africains au-delà du seul espace francophone. Nelson Carrinho et le ministre d'État José de Lima Massano y ont défendu l'agriculture comme principal moteur de diversification économique et de réduction de la dépendance alimentaire du pays. La participation du patron du principal groupe agro-industriel angolais à

un panel présidentiel organisé par Paris constitue également un signal de reconnaissance internationale de la montée en puissance des acteurs privés angolais dans les secteurs agricoles et industriels.

Le FMI presse l'Angola de privilégier le désendettement plutôt que la dépense publique

Le Fonds monétaire international a mis en garde à Luanda contre les risques économiques liés à la prolongation du conflit au Moyen-Orient, susceptibles d'alimenter la volatilité des marchés pétroliers et les tensions inflationnistes en Angola. L'institution recommande une stricte discipline budgétaire, le maintien d'une politique monétaire restrictive et l'utilisation prioritaire des recettes pétrolières pour réduire la dette publique plutôt que financer de nouvelles dépenses. Le FMI souligne également la vulnérabilité persistante du pays face au recul structurel de la production pétrolière, à des marges budgétaires limitées et à une insécurité alimentaire encore élevée, appelant à des réformes structurelles et à un meilleur ciblage des aides sociales.

Fitch maintient l'Angola en catégorie spéculative mais salue une amélioration progressive des fondamentaux

L'agence *Fitch Ratings* a confirmé la note souveraine de l'Angola à B-, assortie d'une perspective stable, estimant que les risques macroéconomiques restaient globalement équilibrés malgré la dépendance persistante du pays au pétrole. Fitch identifie toutefois l'approche des élections de 2027 comme principal facteur de vulnérabilité, avec un risque de relâchement budgétaire et de hausse des dépenses sociales et publiques. L'agence anticipe néanmoins une amélioration progressive de plusieurs indicateurs, notamment une baisse du ratio de dette publique, un renforcement des réserves

internationales et un recul de l'inflation grâce à une politique monétaire restrictive. Les fragilités structurelles demeurent importantes, en particulier la dépendance aux hydrocarbures, la faiblesse de la gouvernance et le poids de la dette en devises étrangères.

Luanda débloque 7,9 M USD pour renforcer la gestion juridique de sa dette publique

Le gouvernement angolais prévoit de mobiliser 7,9 M USD afin de recruter un cabinet juridique chargé d'assister l'Unité de gestion de la dette publique (UGD) dans ses opérations de financement extérieur. Cette initiative vise à sécuriser juridiquement les opérations d'endettement, améliorer l'efficacité de la gestion de la dette et renforcer les capacités techniques de l'administration. La ministre des Finances, Vera Daves de Sousa, supervisera directement la procédure d'appel d'offres et la mise en œuvre du contrat.

L'Angola veut lever le voile sur les véritables propriétaires des entreprises

Les députés angolais ont approuvé en commission une proposition de loi visant à identifier les bénéficiaires effectifs des entreprises opérant dans le pays afin de renforcer la transparence financière et limiter le recours aux prête-noms. Le texte prévoit des obligations renforcées d'enregistrement et de mise à jour des informations sur les véritables propriétaires des sociétés nationales et étrangères. Cette réforme s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les abus liés aux structures juridiques opaques. Les autorités y voient également un levier de crédibilisation du système financier et d'amélioration du climat des affaires.

L'Angola accélère sa diplomatie industrielle dans les transports

À l'occasion du Sommet mondial des transports (ITF 2026) à Leipzig, l'Angola a multiplié les accords et discussions avec plusieurs grands groupes industriels internationaux afin d'accélérer ses projets d'infrastructures et de mobilité. Luanda a notamment avancé avec Siemens Mobility sur le projet de métro de surface de Luanda et avec Volvo Buses sur un projet d'assemblage de véhicules en Angola via l'usine OPAIA, attendu dès 2026. Les autorités angolaises ont également engagé des échanges avec Hyundai, DEKRA ou encore la Commission économique des Nations unies pour l'Europe afin de renforcer la coopération dans les domaines du transport, de la connectivité et du financement des infrastructures. Cette offensive diplomatique illustre la volonté de l'Angola de se positionner comme acteur régional des transports et des mobilités résilientes, même si la concrétisation financière et industrielle de plusieurs projets reste encore incertaine.

TotalEnergies sécurise sa présence offshore en Angola jusqu'en 2043

L'ANPG et TotalEnergies ont signé à Luanda un accord de principe visant à prolonger l'exploitation du Bloc 32 *offshore* jusqu'en 2043. L'accord couvre plusieurs zones de production majeures, dont Kaombo, et doit permettre de sécuriser les investissements, stabiliser le cadre fiscal et soutenir la production pétrolière angolaise dans un contexte de déclin progressif des champs matures. Le dispositif prévoit également le recours au régime de production incrémentale instauré en 2024 afin d'encourager les investissements additionnels sur les actifs existants. Depuis 2022, TotalEnergies affirme avoir investi près de 9 Md USD en Angola, confirmant la place centrale du pays dans sa stratégie africaine amont.

Botswana

Une forte accélération de l'inflation en avril 2026 en Botswana (*Statistics Botswana*)

Selon *Statistics Botswana*, l'inflation a fortement accéléré pour atteindre 10,3% en glissement annuel en avril 2026, contre 4,2% en mars, dépassant ainsi largement la borne supérieure de la cible de la Bank of Botswana (3%–6%). Sur une base mensuelle, l'indice des prix à la consommation a également bondi en avril (+6,7 % sur un mois, contre 0,4 % le mois précédent). Cette accélération est principalement portée par la composante « transports », dont le prix a augmenté de 28,5 % sur un an et contribue à hauteur de 7,4 points de pourcentage à l'inflation totale. Cette évolution reflète la hausse des prix à la pompe, des augmentations de prix du diesel (50ppm) et de l'essence (95) de respectivement BWP8,77 et BWP5,05 par litre étant effectives depuis le 28 mars 2025. Elle est également amplifiée par la hausse de l'indice des services de transport, liée à l'ajustement des tarifs des transports publics entré en vigueur le 1er avril 2026.

Dans le détail, l'inflation sous-jacente s'est également accélérée, atteignant 8,8% en avril, contre 4,8 % en mars, traduisant un renforcement des pressions inflationnistes internes. Cette dynamique confirme une montée généralisée des pressions sur les prix, dominée par les effets directs de l'énergie et des transports, mais également par une diffusion progressive vers les composantes sous-jacentes de l'inflation.

Pour rappel, la Banque du Botswana a relevé le 30 avril son taux directeur de 200 points de base, à 5,5 % (contre 3,5 % auparavant), devenant la première banque centrale africaine à resserrer sa politique monétaire à la suite du choc énergétique mondial provoqué par le conflit impliquant l'Iran.

Mozambique

Affaire des dettes cachées : verdict définitif condamne Privinvest à verser 1,9 Md USD à l'État mozambicain

La Haute Cour de Londres a condamné la société Privinvest et son dirigeant, Iskandar Safa, à verser 1,9 Md USD à l'État mozambicain pour les préjudices causés dans un vaste système de fraude et de corruption estimé à environ 2,2 Md USD. L'affaire porte sur des emprunts contractés au moment de la création des sociétés publiques EMATUM, MAM et Proindicus, officiellement destinés à des activités de pêche au thon et de surveillance maritime. Selon le tribunal, le montage reposait notamment sur la corruption de responsables mozambicains, dont l'ancien ministre des Finances sous la présidence d'Armando Guebuza (2005–2014), afin d'obtenir la signature de garanties souveraines ayant permis la contraction des prêts. Le premier verdict avait été prononcé en juillet 2024, à la suite duquel Privinvest avait interjeté appel. Toutefois, le non-respect de l'obligation de dépôt de la caution exigée pour l'examen du recours a entraîné le maintien définitif de la décision judiciaire. Selon la presse locale, le ministère public mozambicain envisage désormais de demander l'exécution de la sentence.

Namibie

L'inflation atteint 3,1 % sur un an en avril (*Namstats*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*NamStats*), l'inflation a atteint 3,1 % sur un an en avril 2026, après 2,1 % en mars, un niveau bien supérieur au consensus des observateurs (+2,3 %). En rythme mensuel, l'indicateur s'est établi à 1,1 %, contre 0,2 % le mois précédent. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix restent le « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (contribution de +1,1 point

à l'inflation totale), le transport (+0,7 point), les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,4 point) et les boissons alcoolisées et le tabac (+0,3 point). Pour mémoire, la Banque centrale de Namibie (BoN) a décidé de maintenir, pour la troisième fois consécutive, son taux directeur à 6,50 % fin avril, dans un environnement marqué par une dégradation des perspectives macroéconomiques et des pressions persistantes sur les prix.

Zambie

La Banque centrale de Zambie abaisse son taux directeur à 13,25 %, dans un contexte de désinflation et d'amélioration des conditions macroéconomiques (*Bank of Zambia*)

Le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque de Zambie a décidé, lors de sa réunion des 11-12 mai, de réduire de 25 points de base le taux directeur de l'institution, à 13,25 %. Alors que les observateurs anticipaient plutôt une stabilisation du taux, cette décision reflète une désinflation marquée, des perspectives favorables de production agricole et une relative stabilité du taux de change du kwacha (ZMW).

L'inflation annuelle a poursuivi sa baisse, passant de 11,2 % en décembre 2025 à 7,1 % en mars 2026, puis à 6,8 % en avril, et

s'inscrivant désormais dans la fourchette cible de la BoZ (6-8 %). Cette dynamique s'explique principalement par des effets de base sur les prix du maïs et des produits dérivés, ainsi que par l'appréciation du kwacha face au dollar américain, qui a contribué à atténuer les pressions importées.

La banque centrale anticipe une inflation moyenne de 6,8 % en 2026, avant un ralentissement à 6,1 % en 2027, puis une légère remontée à 6,6 % au premier trimestre 2028. Le MPC met toutefois en avant des risques haussiers persistants, liés notamment à la poursuite du conflit au Moyen-Orient, qui a entraîné une hausse des prix du pétrole et des carburants, ainsi qu'à un possible épisode El Niño à partir de mi-2026. Les mesures temporaires de soutien fiscal sur les produits pétroliers ont contribué à contenir les pressions sur les prix, permettant un assouplissement monétaire jugé prudent.

Les données de la BoZ indiquent par ailleurs une amélioration des conditions de liquidité sur le marché des changes, avec un volume de transactions interbancaires en hausse à 396,5 M USD au T1 2026, contre 151,6 M USD au trimestre précédent. Les réserves de change brutes se sont établies à 6,2 Md USD, soit 5,2 mois d'importations, renforçant le coussin externe du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr